

[octobre 1977]

UNEF-INFORM

BULLETIN BI-MENSUEL D'INFORMATIONS SYNDICALES -

EDITO !

Voilà quelques jours que la rentrée est effectuée, et les informations qui nous parviennent des Universités confirment l'analyse réalisée par le dernier Collectif National.

La question essentielle, celle que se pose un nombre sans cesse accru d'étudiants, celle qui revient de plus en plus souvent dans les discussions et les lettres qui parviennent au siège de l'UNEF, réside en une seule phrase, qui dans sa simplicité résume la situation. Cette question c'est : «pourrais-je rester étudiant ? »

Cette question, des centaines d'étudiants se la posaient déjà hier. Mais ce qui est nouveau en cette rentrée 77-78, c'est qu'ils ne sont plus quelques uns ou quelques milliers. ILS SONT LA MAJORITÉ !

Pour les étudiants et leurs familles, c'est l'heure des comptes au seuil d'une nouvelle année d'inquiétude et de privation.

• Comment demeurer étudiant quand tout augmente et quand la vie se fait plus dure pour la population ?

• Comment rester étudiant quand les tickets de restaurant universitaire augmentent de 20 centimes, quand la cotisation de sécurité sociale progresse de 22 % quand le gouvernement avec le soutien bienveillant de la direction de la mutuelle augmente de 30 % la cotisation M.N.E.F. ?

• Comment sortir 300 Frs pour payer son inscription ?

• Comment trouver l'argent pour se loger, s'habiller et payer ses livres ?

• Combien de temps, l'argent amassé par un travail salarié, durant les vacances permettra-t-il de tenir ?

Voilà ce qu'on entend ces jours-ci à l'Université.

Cette situation n'est ni un hasard ni une fatalité. C'est le résultat (provisoire) d'une politique qui n'a que trop duré, celle du gouvernement de Monsieur Valéry Giscard d'Estaing, aggravé d'un an de plan Barre.

En effet, alors qu'échaudé par le mouvement du printemps 76, le gouvernement a poursuivi une politique de tâtonnement essayant ici ou là de reprendre le terrain perdu, il semble évident qu'en cette rentrée, il veut passer à l'offensive. En quelques mois, il a pris des mesures qui entraînent d'ores et déjà une brutale aggravation de la situation.

Il est possible de mettre un terme à ces difficultés, de permettre aux étudiants de le rester, de faire jouer à l'Université un rôle conforme aux intérêts du pays et de la population.

Dans une lettre ouverte que des milliers d'étudiants ont déjà approuvée, nous proposons à Saunier-Séité d'engager des négociations sur des revendications précises et réalistes (qu'on lira en page 3)

Ces propositions visent à ce que chaque étudiant puisse disposer d'un minimum mensuel de 1 500 Frs, à la sauvegarde des formations et de l'emploi, à la survie des Universités.

Alors que faire, comment s'en sortir ?

Quelle victoire, quel acquis les étudiants ont-ils obtenu sans agir ? Le gouvernement a-t-il pris ne serait ce qu'une mesure favorable aux étudiants autrement que sous la pression des luttes ? Non, ce sont toujours les luttes qui contraignent le gouvernement au recul. De cette évidence, nous en tirons une autre. Nous voulons rester étudiants, nous voulons vivre mieux, alors il faut lutter, lutter sans relâche et sans ménagement.

Déjà des luttes sont engagées et des acquis remportés. Mais il faut aller plus vite et plus puissamment. C'est la raison pour laquelle le Collectif National de l'UNEF appelle les étudiants à faire du 17 novembre une Grande Journée d'Action de Grève et de Manifestation, pour lutter contre l'austérité, pour un emploi, pour les moyens de vivre décemment.

Cette journée peut être une grande étape de la mobilisation et contraindre le gouvernement à des reculs conséquents.

Bien évidemment, ce sont les étudiants qui décideront des formes de l'action. L'UNEF les invite à se réunir en Amphi ou en TD pour en débattre et en décider. Mais l'UNEF prend ses responsabilités. A notre avis, une riposte d'ensemble au niveau national s'impose. Le 17 novembre peut en être l'occasion. Nous ferons tout pour que les étudiants s'en saisissent.

Enfin les élections universitaires seront l'occasion pour les étudiants d'élire des représentants de combat, qui les défendront en permanence.

Quand on voit avec quel soin et quels moyens énormes les forces pro-gouvernementales les préparent, on mesure leur importance et la signification de chaque vote en faveur de l'UNEF.

Je m'adresse à tous les adhérents de l'UNEF, à tous nos comités, à tous nos responsables en leur disant : «de vous, dépendent pour une part essentielle les luttes et les succès du mouvement étudiant. Faites ce qu'il y a à faire.»

UNEF - INFORM

L'aggravation de la vie à l'Université, la maturité nouvelle du mouvement étudiant demandent plus de discussions dans l'élaboration de nos revendications, de nos propositions.

Pour satisfaire ce besoin d'information, il est indispensable qu'elles circulent rapidement et que l'ensemble des adhérents en bénéficie.

Ce sont ces exigences qui ont conduit notre Congrès à décider la parution d'UNEF-INFORM gratuit à tous les adhérents.

UNEF-INFORM sera donc le bulletin national d'informations syndicales. Le but est de permettre à tous les camarades de participer pleinement à la vie de l'UNEF, (ses prises de position, ses rencontres avec d'autres organisations, les résultats des campagnes d'adhésion, de souscription, etc...) aux luttes qui se déroulent à l'Université (le bilan de ses actions), à l'élaboration des revendications, aux débats dans l'organisation, etc...

Bien entendu UNEF-INFORM ne sera pas le seul moyen d'information de l'UNEF car cette année l'UNEF va se doter d'un journal mensuel s'adressant à la masse des étudiants : CAMPUS (le prochain numéro d'UNEF-INFORM donnera plus de détails sur le contenu et les objectifs de CAMPUS). Cependant la parution tous les 15 jours permettra une plus grande rapidité de l'information sur les luttes qui se déroulent sur les revendications que les étudiants avancent.

Pour utiliser pleinement cet outil supplémentaire dont s'est doté notre syndicat, nous t'invitons à écrire à UNEF-INFORM toutes les informations que tu juges utiles et d'autre part à faire lire UNEF-INFORM.

UNEF — INFORM

Rédaction et Administration

25 rue Bouret, 75019 Paris

Tél : 205-76-80

Imprimerie Spéciale de L'UNEF

Directeur de la Publication :

Jean-Luc MANO

Directeur Gérant :

Jacky OUAKNINE

Rédacteur en Chef

Claude CHAPET

Commission Paritaire

1142 D 73

MEMORANDUM Des propositions de l'UNEF pour la rentrée 77-78

Lettre ouverte à Saunier-Séité

Madame le Ministre,

Pour des centaines de milliers d'étudiants, la rentrée 77/78 est marquée par l'inquiétude et l'accablement.

Cette année, c'est pire encore, vous décidez d'augmenter les tarifs des restaurants universitaires et de chambres en cités-universitaires, la cotisation de la sécurité sociale, et aidée par le silence de la direction de la MNEF, vous organisez une hausse de l'adhésion à la mutuelle.

Alors que tout augmente, le taux des bourses stagne et leur nombre diminue. A Paris, vous interdisez l'entrée de l'Université à 10 000 bacheliers. Vous avez élaboré pour 77/78 un budget d'austérité qui impose aux Universités des crédits de misère et les mène à l'asphyxie.

Cela ne nous étonne pas. Nous savons bien que depuis des années, vous et votre gouvernement, poursuivez une politique de sélection sociale, d'aggravation des difficultés et d'abaissement de l'Université.

Cette situation est inacceptable. Elle est contraire à nos intérêts et à ceux du pays.

NOUS N'EN VOULONS PLUS.

Avec l'UNEF, les étudiants exigent de pouvoir vivre décemment, c'est à dire avec au moins 1 500 Frs par mois.

Dans l'immédiat, il faut :

- augmenter les bourses de 30 %
- une allocation de rentrée de 500 Frs auxquels s'ajoutent 1 000 Frs pour tous ceux qui vivent avec moins de 1 500 Frs par mois.

- le blocage des tarifs publics
- une aide mensuelle de 500 Frs pour tous ceux dont l'un des parents est au chômage.

Avec l'UNEF, les étudiants refusent l'abaissement de leur formation et veulent le droit à l'emploi.

Dans l'immédiat, il faut renoncer à vos projets sélectifs en Médecine, Architecture et 2^e cycle, créer des emplois dans tous les secteurs et débloquent 80 000 postes au CAPES et à l'AGREGATION.

Avec l'UNEF, les étudiants se refusent à étudier dans des facs en faillite.

Dans l'immédiat, il faut :

- une rallonge du budget
- le déblocage d'un collectif budgétaire dès la rentrée.

Voilà nos propositions, je suis certain du soutien que les étudiants leur apportent.

Vous devez en discuter. Il faut ouvrir les négociations. Si vous persistez dans votre refus, les étudiants sauront développer l'action pour vous y contraindre.

Soyez certaine, Madame le Ministre, de notre résolution à tout faire pour qu'il en soit ainsi.

Jean-Luc MANO
Président de l'UNEF

I - VIVRE DECEMMENT. RESTER ETUDIANT

- Blocage des tarifs des restaurants universitaires, cités universitaires, sécurité sociale et MNEF.

- Augmentation du nombre de bourses, relèvement des plafonds d'attribution.

- Augmentation de 30 % de toutes les bourses.

- Gratuité des transports — sur le trajet faculté-lieu d'habitation— demi-tarif sur tous les transports.

- Allocation de rentrée égale à 500 Frs pour tous, 1 000 Frs supplémentaires pour les étudiants vivant avec moins de 1 500 Frs par mois.

- Aide mensuelle de 500 Frs pour les étudiants dont l'un des parents est au chômage.

- Ouverture de discussions sur une allocation d'études attribuée sur critères sociaux et universitaires.

II - UNE FORMATION DE QUALITE

- Création d'emplois de cadres dans l'industrie, les services et le secteur public.

- Transformation en emplois stables des 300 000 jeunes pris en stage.

- Remplacement de tous les ingénieurs, techniciens et cadres partant à la retraite.

- Reconnaissance des DUT dans les conventions collectives.

- Indemnité d'attente égale à 2 200 Frs pour les diplômés de l'Enseignement Supérieur à la recherche d'un premier emploi.

- Maintien de la valeur nationale des diplômes.

- Abrogation de la réforme d'Architecture.

- Maintien du bac comme premier grade universitaire.

- Abrogation de la réforme Veil-Fougère.

- Refus des maquettes liées à la réforme du second cycle.

III - RESPECT DES LIBERTES DEMOCRATIQUES ET DU DROIT SYNDICAL

- Restitution de la subvention à l'UNEF.

- Abrogation du quorum électoral.

- Arrêt des mesures racistes à l'encontre des organisations d'étudiants étrangers.

- Fonctionnement démocratique du CNESER.

- Dissolution des groupes d'extrême-droite

IV - ETUDIER DANS DES UNIVERSITES QUI ONT LES MOYENS D'ACCOMPLIR LEUR MISSION

- Mise au débat à la session de rentrée de l'Assemblée Nationale d'un collectif budgétaire pour les Universités.

- Rallonge du budget 77-78

- Maintien de l'Université Paris VIII

Le Bureau National de l'UNEF dénonce la situation scandaleuse réservée aux étudiants étrangers.

Contrairement aux promesses faites par le gouvernement français, ces étudiants vivent dans des conditions dramatiques. Ils sont frappés par une multitude de mesures discriminatoires.

Ainsi des centaines d'entre-eux n'ont pu s'inscrire dans une Université perdant la possibilité d'obtenir une bourse. Les formalités administratives nécessaires à leur inscription se sont renforcées (Vincennes, Paris XIII...)

Ayant fait une demande de préinscription dans une université, ils s'en voient refuser l'entrée (Pau, Lyon...) Aussi, se voient-ils refuser d'une manière discriminatoire l'entrée de certains enseignements (40 étudiants marocains refusés en DEA à Nanterre).

Ces mesures à caractère raciste s'accompagnent d'un autoritarisme croissant à leur égard.

- refus d'accorder la carte de séjour sans carte d'étudiant et la carte d'étudiant sans carte de séjour.

- fermeture de la Maison du Maroc
- expulsions d'étudiants marocains des foyers gérés par les ALFI

La pré-inscription confirmée par ces mesures vise à diviser les étudiants, à faire porter aux étudiants étrangers la responsabilité des difficultés dues à la politique d'austérité du Secrétariat d'Etat aux Universités, à les éliminer impitoyablement.

Elles sont à rapprocher des mesures concernant les travailleurs immigrés prises par M. Stolér.

Cette politique entraîne de très graves conséquences pour ces étudiants. Ils se trouveront sans papiers, sans logement, sans inscription.

Plus de 2 000 étudiants étrangers sont à ce jour à la recherche d'un logement dans la région parisienne. Plusieurs milliers ont déjà dû quitter la France. D'autres vivent dans un état de dénuement extrême, ainsi à Montpellier, 50 à 60 étudiants étrangers dorment dans la gare.

Les étudiants avec l'UNEF ne peuvent admettre un tel scandale, le Bureau National de l'UNEF appelle les étudiants à agir pour :

- arrêt de la pré-inscription,
- arrêt de toutes les mesures bureaucratiques visant à empêcher les inscriptions

- simplification des formalités pour devenir étudiant,

- obtention immédiate de la carte de séjour

- obtention immédiate de la carte d'étudiant

- garanties sur les dérogations,

- arrêt des mesures discriminatoires
- garantie des équivalences

- halte à l'autoritarisme
- arrêt des expulsions

- réouverture de la Maison du Maroc

L'UNEF agit pour la définition d'un statut de l'étudiant étranger qui lui garantisse ses droits.

Communiqué de presse du bureau national de l'UNEF (IUT)

Le Secrétariat d'Etat aux Universités veut cacher la réalité de la rentrée en I.U.T. — difficultés de rentrée qui dans certains I.U.T. se posent en termes de démarrage des activités pédagogiques. C'est pourquoi l'UNEF révèle la gravité de cette situation. Les étudiants d'I.U.T. vont connaître à nouveau une rentrée difficile et ce pour deux raisons :

- Une aggravation de l'austérité dans les I.U.T.

- Une aggravation des conditions de vie des IUTiens.

Cette année, 40 500 heures complémentaires sont supprimées ce qui cor

respond à une diminution de 7 % ; celle-ci s'ajoute aux 25 % supprimées en 76-77. Plus de 30 % en deux ans. Le Secrétariat d'Etat aux Universités porte ainsi un coup très grave au fonctionnement des I.U.T. et aux activités pédagogiques.

D'autre part, les étudiants d'I.U.T. comptent parmi les plus défavorisés (48 % de fils d'ouvriers, paysans, petits employés). Ils subissent donc plus gravement les conséquences d'un an de plan d'austérité pour eux et leur famille. Ils n'échappent pas à l'ensemble des augmentations du monde étudiant (droit d'inscription, mutuelle, ticket de R.U...) De plus, le coût moyen de la rentrée est supérieur de 500 Frs en I.U.T. en

raison d'achat de matériel spécialisé.

C'est pourquoi le Bureau National de l'UNEF appelle l'ensemble des IUTiens à entrer en lutte dès aujourd'hui autour de deux axes revendicatifs prioritaires :

1) Des moyens pour les I.U.T. : rétablissement de toutes les heures complémentaires supprimées depuis 2 ans (environ 250 000).

2) Des moyens pour les étudiants d'I.U.T.

- allocation de rentrée de 1 500 Frs
- augmentation de 30 % du taux des bourses.

La satisfaction de ces revendications légitimes nécessite une riposte massive de l'UNEF.

Pour une réelle vie financière

Le Collectif National des 17 et 18 octobre a pris des décisions importantes sur la politique financière du syndicat.

Il s'agit de doter l'organisation, et ceci au niveau des AGE et Comités d'une véritable politique financière caractérisée par des orientations qui nous donnent les moyens de situer l'intervention de l'UNEF au plus haut niveau en cette année universitaire.

Etre toujours plus présent à l'Université et ceci pour mieux défendre les étudiants, leur permettre de s'entraider constitue notre tâche essentielle. Notre activité se développe dans un contexte particulier où le gouvernement va expliquer ses projets, tenter de faire admettre sa politique universitaire tout en imposant l'austérité.

Saunier-Séité va trouver les moyens à sa bataille en s'appuyant sur la presse nationale écrite et parlée. N'est-ce pas le Point, France-Soir, le Journal du Dimanche qui mettent à la disposition des Ministres des pages pour mieux expliquer, convaincre les étudiants, la population autour de leurs projets. Mieux encore l'année universitaire passée a connu le temps d'une élection, la floraison d'une dizaine de syndicats maison ayant une mission particulière à l'Université. Plus grave la révélation autour des subventions distribuées par son ministère montre que pour l'année universitaire 76 plus de 400 millions de francs ont permis le financement de groupe de droite et d'extrême droite à l'Université (l'UNI 23 millions, l'AMRU 8 millions, FNEF 8 millions).

Leur seul objectif ne pas permettre le développement des luttes contre les projets gouvernementaux.

Les moyens mis en œuvre par Saunier-Séité ne feront pas taire les étudiants.

Une année universitaire particulière où beaucoup de forces se lancent dans la bataille pour détourner la volonté de lutte des étudiants, affaiblir leur combativité, diviser le mouvement étudiant.

Chirac n'hésite pas à déclarer que son premier objectif à l'Université s'est de battre l'UNEF aux élections universitaires. Faut-il en déduire que Saunier lui procurera les moyens nécessaires ?

Nous venons d'apprendre aussi que la CFDT mettrait à la disposition du MAS plusieurs millions de francs pour favoriser une meilleure implantation en vue des élections.

Décidément beaucoup de gens s'intéressent à l'Université pour utiliser la voix des étudiants, l'UNEF a pour seul objectif que de la faire entendre.

Ainsi les décisions de notre Collectif National doivent être popularisées et concrétisées rapidement, en vue des tâches qui nous attendent.

1 - Accroître notre capacité à financer notre intervention

Trouver les moyens de notre intervention auprès des étudiants. Ils doivent constituer la première ressource financière du syndicat. Nous devons concevoir notre activité financière en lien avec notre activité quotidienne.

2 - Avoir des responsables aux finances dans chaque comité :

C'est la garantie de nous adresser aux étudiants. Des animateurs de la bataille financière dans chaque UER ou chaque amphithéâtre, c'est la garantie d'assurer l'intervention quotidienne du syndicat.

3 - Chaque comité doit définir sa propre politique financière

Avoir des initiatives autonomes du comité, des initiatives régulières qui permettent de prendre en charge l'activité, savoir quelles sont les possibilités de ressources financières (demande de subvention dans les UER, boum du comité, diffusion de la carte de membre honoraire auprès des enseignants de l'UER).

Un responsable aux finances dans chaque comité ainsi qu'une politique financière dans nos comités restent indispensables.

Pour remplir l'ensemble de nos objectifs, le Collectif National a décidé de grandes initiatives financières autour de thèmes diversifiés :

A - La première d'entres-elles va nous permettre de nous adresser à tous les étudiants par notre intervention dans **1 000 amphithéâtres, le lundi 31 octobre**. Cette initiative constituera le coup d'envoi d'une bataille nationale autour des finances du syndicat sur le thème **«donnons-nous les moyens d'être défendus»**.

B - **Les élections universitaires** vont nécessiter une propagande adaptée, diversifiée. Nous décidons donc l'ouverture de listes de souscription nationale **Sélections Universitaires 77/78**.

Pour mener à bien cette bataille, il nous faut atteindre l'objectif des 15 millions d'anciens francs en nous adressant aux travailleurs, aux enseignants, aux étudiants en exigeant du conseil d'UER les subventions «spéciales élections».

C - **Le nouveau siège national nécessite un financement exceptionnel**. Le Collectif National lance un appel pour que chacun contribue au financement du nouveau siège en achetant et en diffusant **le timbre de 5 Frs spécial «Nouveau Siège»**

D - **La suppression par Saunier-Séité de la subvention nationale de l'UNEF** a d'ores et déjà suscité l'indignation des parlementaires, travailleurs, étudiants. Cette mesure discriminatoire et autoritaire doit cesser. Engageons sans attendre la campagne nationale qui contribuera à faire éclater le scandale qui réside dans l'utilisation des fonds publics par Saunier-Séité et ceci à des fins politiques.

Exigeons par **la diffusion du badge national** le versement de la subvention à l'UNEF.

Ces tâches sont multiples, elles correspondent à des exigences nouvelles, donnons-nous les moyens d'y répondre.

Lettre à la M.N.E.F.

Monsieur,

Les difficultés rencontrées par les étudiants en cette rentrée se traduisent notamment par une série de hausses parmi lesquelles il nous faut malheureusement noter celle de la cotisation mutualiste.

Cet élément n'est pas pour contribuer de manière positive à la défense de la mutualité étudiante, à laquelle — nous l'avons à tout instant montré — nous sommes fondamentalement attachés.

Chaque nouvelle attaque des pouvoirs publics à l'égard de la M.N.E.F. nous a vu, et souvent seuls, en appeler aux étudiants pour que s'organise la riposte.

Nous constatons avec regret le peu d'informations qui émanent du Bureau National de la M.N.E.F. concernant des difficultés de gestion qui à l'évidence vont croissantes.

Les élections pour le renouvellement d'un tiers des administrateurs, qui devaient intervenir voici plusieurs mois sont retardées sans même qu'une quelconque date de report soit avancée. Il est clair que cette entorse aux

principes démocratiques, largement bafoués déjà dans la passé, ne peut occasionner de la part des étudiants qu'une réprobation unanime.

Il nous semble particulièrement regrettable et dommageable que les étudiants, comme leur organisation syndicale, ne disposent pas d'informations plus conséquentes sur les problèmes auxquels est confrontée leur mutuelle.

Nous serons amenés dans les prochains jours à intensifier notre campagne publique d'explications pour la défense et le renforcement de la mutuelle.

Nous souhaitons toutefois, et ce dans les délais les plus brefs, vous rencontrer afin d'être pleinement informés des analyses et précisions qui sont les vôtres.

Dans l'attente d'une réponse, recevez, Monsieur, nos salutations mutualistes.

Pierre SEBAHOUN
Secrétaire National, Responsable
des questions de la mutuelle.

Campus

Novembre 78. une année universitaire commence.

Elle commence avec la naissance de CAMPUS. Issu du 64^e Congrès de l'UNEF, CAMPUS répond à une attente à l'Université.

Une attente, parce qu'il manquait un journal qui informe les étudiants sur ce qui fait l'actualité universitaire, un journal qui éclaire, qui précise tel ou tel point d'une réforme, d'un budget, de la vie d'une université. Un journal qui nous aide à nous battre pour nos études, pour notre avenir chaque fois que cela est nécessaire...

Une attente aussi, parce qu'il fallait un journal qui nous soit utile dans notre vie de tous les jours, qui renseigne, qui aide ; en un mot un journal qui rende service.

Une attente enfin, parce que dans nos Universités, «culture» est trop souvent synonyme de «désert» et que CAMPUS contribuera à combler ce vide anachronique.

Répondre à ce besoin des étudiants n'est pas sans poser de problèmes pour l'UNEF. Tout le monde connaît les difficultés de la presse et en particulier de la presse syndicale.

Cependant l'UNEF, elle, a choisi la voie de la lutte pour gagner ce pari. Comment gagner ce pari :

- Réaliser 2 000 abonnements d'ici le 27 octobre
- S'abonner, c'est la garantie de la sortie du premier numéro de CAMPUS

- S'abonner, c'est l'assurance d'être le premier informé et d'être informé par les étudiants,

- S'abonner, cela dépend de toi.

Gagnons la bataille des 2 000 abonnements à CAMPUS pour le 27 octobre.

CAMPUS — sommaire n° 1

Editorial

Questions à Jean-Luc MANO

Lettre ouverte à SAUNIER-SEITE

Premières impressions : Lyon et Tolbiac

Le budget 78

La réforme d'Archi

Dossier : Médecine

Retour du Chili

Logement - Emploi : Connaissez vos droits

Interview des Frères Taviani «Padré Padrone» palme d'or Cannes 77

En direct de la M.J.C. des 2 Portes

Débat avec Bertrand Tavernier (Des enfants Gâtés)

CAMPUS, Journal de l'Unef

Bulletin à retourner à **Campus/Unef**
25 rue Bouret, 75019 Paris

Nom Prénom

Adresse :

.....

abonnement 25 F

abonnement de soutien 50 F

(chèques à l'ordre de **CAMPUS**)